

Université du Bien Commun : Ateliers-débats 2019 et compte-rendu 2018

mardi 19 février 2019

Adéquations soutient l'Université du Bien Commun. Six ateliers-débat ont lieu de février à l'automne 2019 à Paris, à la Maison du Libre et des Communs dans le 2ème arrondissement. Samedi 18 mai : "Les communs et les non-humains". Un dernier atelier aura lieu en septembre. Le compte-rendu du cycle « Biens communs, histoire, actualité et perspectives » de 2017 - 2018 est également disponible ci-dessous en pdf. Nouveau : extraits sonores disponibles. (Cf. en bas de cet article)

Sommaire de cet article

- [5ème Atelier-débat : samedi 18 mai](#)
- [6ème Atelier-débat automne 2019 \(date à préciser\)](#)
- [Ateliers précédents : janvier, février 2019](#)
- [1er Atelier-débat samedi 2 février](#)
- [2ème Atelier-débat : samedi 9 février](#)
- [3ème Atelier-débat : samedi 23 mars](#)
- [4ème Atelier-débat : samedi 6 avril](#)
- [Rapport du Cycle 2017-2018](#)

Nouveau : écouter des extraits des sessions inaugurales de 2018 de l'Université du Bien Commun : [sonothèque radiophonique de l'Université du Bien Commun](#)

Les Ateliers-débats de l'Université du Bien commun à Paris reprennent en **2019**, accueillis par la Maison du Libre et des Communs dans le 10ème arrondissement.

- Lieu : Maison du Libre et des Communs de Paris, 226 rue Saint-Denis, 75002 Paris. Métro Strasbourg Saint-Denis. Métro - Lignes 4,8,9
- Horaires : accueil à partir de 14h30 ; 15h à 18h30
- Entrée libre et gratuite dans la limite des places disponibles. [S'inscrire en ligne pour le 18 mai](#)

5ème Atelier-débat : samedi 18 mai

Les communs et les non-humains

De la Nouvelle-Zélande à l'Inde, nous assistons ces dernières années à une multiplication des dynamiques visant à doter les forêts, rivières et montagnes de droits opposables devant les tribunaux pour les protéger face aux tentatives d'appropriation et d'exploitation abusives. En Bolivie ou en Equateur, ces « droits de la nature » sont inscrits depuis 10 ans déjà dans les constitutions, en lien avec la figure de la Terre Mère (Pacha Mama) et la notion de Buen Vivir (Bien Vivre). L'ampleur de ce mouvement dépasse les seuls pays du Sud, puisque plusieurs villes aux Etats-Unis ont d'ores et déjà adopté des régulations basées sur la reconnaissance des droits de la nature, en écho à des revendications formulées dès les années 70.

Les finalités poursuivies par ce mouvement semblent proches de celles qui se trouvent au fondement des Communs et des luttes séculaires menées aux quatre coins du Globe contre les phénomènes « d'enclosure ». On peut songer aux mouvements agissant pour la reconnaissance de l'eau comme bien commun, à des initiatives visant à instituer des forêts ou des bassins versants comme des Communs ou aux combats des paysans pour la préservation des droits d'usage sur les semences traditionnelles. En France, le terme est

récemment réapparu à Notre-Dame-des-Landes, dont les habitants ont revendiqué la qualité de « Laboratoire des Communs » pour légitimer la poursuite de l'occupation au-delà de l'abandon du projet d'aéroport. Une tentative est d'ailleurs toujours en cours pour racheter une partie des terres de la ZAD afin de les ériger en propriété collective et poursuivre la « pratique des Communs » sur ce territoire. La connexion avec les « droits de la nature » est ici évidente et elle s'exprime par exemple dans le célèbre mot d'ordre des Zadistes de Notre-Dame-des-Landes, qui en porte la trace : « Nous ne défendons pas la Nature ; nous sommes la Nature qui se défend ».

Si le monde académique et la sphère militante se sont emparés des Communs pour porter de nombreuses revendications en matière d'écologie, les analyses croisant explicitement la thématique des Communs avec celle des « droits de la nature » sont encore assez rares, alors même que leur mise en relation fait surgir des questions importantes.

Cette rencontre propose donc de mettre en perspective les théories des communs au prisme de l'émergence des « droits de la nature » et de débattre des leviers actionnables pour faire commun "avec" les êtres bio-physiques avec lesquels nous cohabitons.

Programme

- 15 h - Introduction : Écrire les communs. Éthique des fins, éthique des moyens, par Sylvia Fredriksson

- 15 h 30 - 1ère partie : Revisiter les théories des communs, mises en débat par l'anthropocène et l'émergence des « droits de la nature ». Quelles sont les forces et les limites des théories des communs dont nous héritons pour penser les droits de la nature ? Quels en sont les implicites et les alternatives ?

Interventions de Lionel Maurel, Alexandre Monnin

Modération et documentation Nicolas Loubet et Sylvia Fredriksson

Débat avec le public

- 17 h - 2ème partie : Les communs en action(s) vers de nouveaux agencements socio-écologiques.

Comment revisiter les formes de propriété consubstantielles aux dynamiques d'appropriation de la nature ? De quelles institutions avons-nous besoin pour accueillir ces nouvelles approches des communs ?

Quelles sont les formes institutionnelles compatibles avec ces nouvelles ontologies relationnelles ? Quelles perspectives d'implantation des droits des non-humains dans nos systèmes juridiques ?

Interventions de Lionel Maurel, Alexandre Monnin

Modération et documentation Nicolas Loubet et Sylvia Fredriksson

Débat avec le public

- 18 h 15 - Conclusion et perspectives

Intervenants

- Alexandre Monnin, Directeur Scientifique d'Origens Media Lab, Enseignant-Chercheur en école de management et Président de l'association Adrastia. Docteur en philosophie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sa thèse a porté sur la philosophie du Web. Sa recherche porte sur les enjeux ontologiques du Web et du Web sémantique, l'Anthropocène et la fin du numérique ou encore la question de la coopération et des communs.

- Lionel Maurel, Juriste de formation et conservateur de bibliothèques, en poste à l'Institut National des Sciences Humaines et Sociales (INSHS) du CNRS, où il occupe les fonctions de directeur adjoint scientifique en charge des questions d'information scientifique et technique (IST). Auteur du blog S.I.Lex depuis 2009, il est spécialisé dans les questions de propriété intellectuelle et de droit du numérique. Ses champs de recherche couvrent la propriété intellectuelle (principalement le droit d'auteur), le droit de l'Internet et le droit de l'information, le droit de la culture, les licences libres et la culture libre, l'édition numérique, l'Open Access, l'Open Data, la protection des données personnelles et de la vie privée, la questions des Communs. Lionel Maurel est membre du Comité de la prospective de la CNIL, du Comité Scientifique et Technique du CCSD et du Comité pour la Science Ouverte. Co-fondateur du collectif SavoirsCom1 dédié aux politiques publiques des Communs de la connaissance, il est également membre fondateur de la Quadrature du Net, association de défense des libertés dans l'environnement numérique.

- Nicolas Loubet, Chercheur en géosciences de formation, autodidacte des pratiques numériques et actif

dans des communautés contributives depuis 2009. Il est actuellement enseignant-chercheur et concepteur de programmes de recherche (DAISEE) pour la coopérative Oxamyne (Oxalis & La MYNE). Il a cofondé les sociétés Umaps, Bluenod et co-animé le média social Knowtex.

- Sylvia Fredriksson, Designer et chercheur, ses travaux portent sur les relations entre design, technique et politique. Elle contribue aux travaux de plusieurs collectifs (SavoirCom1, Remix The Commons, Open Knowledge Foundation) entourant la question des communs.

6ème Atelier-débat automne 2019 (date à préciser)

Le devenir des lieux et des politiques culturelles à l'aune des communs

Dans le cadre du tour de France « Vers une culture des communs », atelier/séminaire public ou semi-public, avec Stéphanie Aubin, directrice de la Maison des Métallos, Claire Dehove, Agence Wos des Hypothèses, Bruno Caillet, Maison forte - Agen, Victoire Dubruel, Contexts, Julia Passot...

Ateliers précédents : janvier, février 2019

1er Atelier-débat samedi 2 février

Paris/Chamonix : l'air, un bien commun ?

- Anne Lassman-Trappier, présidente de l'association Inspire qui œuvre pour une meilleure qualité de l'air au Pays du Mont-Blanc et membre du Conseil National de l'Air

- Bernard Jomier, médecin, Sénateur de Paris mobilisé sur les questions de pollution et de santé

- Olivier Blond, président de Respire, Association nationale pour la prévention et l'amélioration de la qualité de l'air

Session proposée et animée par Corinne Ducrey, Festival Chemin faisant de Chamonix et Yovan Gilles, Les périphériques vous parlent.

Interventions, extraits vidéo, débats, verre de clôture.

L'air comme bien commun ? La question pourrait sembler naïve. Mais si l'on considère qu'en Chine, affectée sévèrement par les pollutions urbaines aux particules fines et ultrafines, on commercialise dorénavant des bouteilles d'air « propre » capturé dans les Rocheuses canadiennes, cette question prend alors tout son sens.

Selon l'OMS (2018), 92 % de la population mondiale est exposée quotidiennement à un air contenant de hauts niveaux de polluants qui tuent 7 millions de personnes par an. Dans ce contexte, la réorientation des politiques industrielles et de transports à l'échelle autant mondiale que locale, implique une refonte écologique des modes de production et de déplacement. Mais elle se heurte à la pression de puissants lobbys biaisant et entravant bien souvent la décision politique en matière de prévention de santé publique. Celui du transport routier notamment qui freine l'action publique au pays du Mont-Blanc où la pollution génère une surmortalité humaine et animale. Par ailleurs on ne peut ignorer non plus les réticences des populations dès lors qu'il s'agit de changer ses comportements et ajuster son mode de vie à des contraintes vitales et environnementales dégradées.

Entre les avancées significatives à Paris avec le plan parisien de santé environnementale ces dernières années et les problèmes sanitaires qui affectent la vallée de l'Arve et le pays du Mont-blanc alors que le deuxième Plan de Protection de l'Atmosphère attend encore son adoption et sa mise en œuvre, cette session sera l'occasion de mettre en perspective, avec nos invités, les actions et les stratégies engagées en faveur de l'amélioration de la qualité de l'air, sans oublier la question des inégalités territoriales devant la

pollution aux microparticules.

2ème Atelier-débat : samedi 9 février

Biens communs, critique du numérique et enjeux démocratiques, projection/intervention/débat animé par Anthony Laurent et Edouard V. Piely, journalistes à Sciences Critiques (site d'information et de réflexion critique participatif sur les sciences). Verre de clôture.

En présence de Philippe Borrel, réalisateur, Isabelle Attard, députée Europe Ecologie-Les Verts (EELV) entre 2012 et 2017 et Félix Tréguer, chercheur et membre-fondateur de l'association La Quadrature du Net

A cette occasion, sera présenté, en avant-première parisienne, le nouveau film de Philippe Borrel, "La Bataille du Libre" (87 min), produit par Jérémy Zelnik et Tancrède Ramonet (Temps Noir) - la version cinéma du documentaire "Internet ou la révolution du partage" (55 min) qui sera diffusé sur Arte courant 2019.

3ème Atelier-débat : samedi 23 mars

Travail et commun : repenser le concept de travail au XXIe siècle au prisme du commun

Session proposée par Réseau Roosevelt Paris-Ile-de-France, animée par Annie Flexer et Bruno Lamour

Avec :

- Maëlle Ramage, historienne : Perception du concept de travail au Moyen-âge : quels étaient le sens et la place du travail au Moyen-âge, au regard du commun, et comment s'est construite la perception que nous en avons aujourd'hui ?
- Sidi Mohammed Barkat, philosophe : Déconstruction du concept de travail au XXIe siècle : quelles sont les fondations de notre perception contemporaine du travail et comment repenser le concept de travail face aux enjeux planétaires et au développement technologique du XXIe siècle ?
- Thomas Coutrot, économiste : Perspective : construire le travail autogouverné comme un bien commun.

4ème Atelier-débat : samedi 6 avril

Le Commun et la notion de Relation

Nous organisons d'abord un débat pour aborder ces notions sous l'angle théorique, et pour les illustrer ensuite par des aspects plus concrets. Les problématiques que la notion de « Relation » pose sont à la fois de nature épistémologique, paradigmatique et pratique. Elles questionnent notre façon de gérer nos ressources communes, mais aussi de considérer nos comportements, nos interactions, nos apprentissages, notre savoir, et ce que nous voulons faire ensemble. Ce concept de « Relation » favorise ainsi une pensée structurante, car il offre des principes de réflexion, des critères de jugement, des lignes directrices pour l'action

- Introduction : Yovan Gilles (Les périphériques vous parlent), intervention poétique à propos d'un penseur de la notion de Relation : Edouard Glissant. - Violaine Hacker (Common Good Forum), présentation des problématiques : la pensée du Bien commun, inspirée du triptyque de Gaston Fessard sur les différentes communautés.
- 1ère partie : la notion de relation et ses implications concrètes par Jacques Legoff (Professeur de droit social et de philosophie du droit, Président de l'association des Amis d'Emmanuel Mounier).
- 2ème partie : La notion de relation et ses déclinaisons concrètes par Stéphane Vincent (Cofondateur / directeur, La 27e Région) ; Françoise Ferrand (Mouvement international ATD Quart Monde, Référente

pédagogique des programmes européens Quart Monde-Université et Quart Monde) ; Pierre Spielwoy (Chercheur au laboratoire éco-anthropologie et ethnobiologie du Muséum national d'histoire naturelle et membre de Ayya, mouvement promouvant l'écologie relationnelle.)

Rapport du Cycle 2017-2018

L'association S.T.A.R/Les périphériques vous parlent et l'établissement culturel solidaire le 100ecs avec l'économiste Riccardo Petrella étaient à l'initiative en 2017 de la fondation de l'université du Bien Commun à Paris en coopération avec de nombreux partenaires.

L'université a pour objectif de promouvoir, produire et diffuser la connaissance des biens communs auprès de tous publics ; de mettre en lumière la nécessité de leur défense, de leur protection et de leur développement ; d'émettre des propositions publiques concernant la politique des biens communs ; de créer un lieu de convergences des acteurs parisiens travaillant sur les biens communs, leur permettant de croiser leurs expertises, leurs expériences dans tous les champs où ils opèrent ; de faire œuvre de pédagogie auprès du public parisien pour qu'il s'implique dans la défense des biens communs.

En octobre 2017 a commencé un cycle de sept rencontres citoyennes sur les multiples aspects et problématiques des biens communs, intitulé « Biens communs, histoire, actualité et perspectives » jusqu'en avril 2018, puis fin mai et début juin 2018 l'université a organisé les journées printanières de l'Université du Bien Commun avec 5 manifestations publiques.

- Compte-rendu téléchargeable ci-dessous.
- Ecouter des extraits des sessions : [sonothèque radiophonique de l'Université du Bien Commun](#)